

B. No 1/1
- Burundi
- 1993/10/24
- 1/1
- 11/1/1993

BURUNDI : DES EVÊQUES MENACES

Dimanche, 4 septembre, l'église paroissiale de Muramba, dans le diocèse de Muyinga, au nord du pays, a fait l'objet d'une attaque par des individus non encore identifiés (militaires et déplacés selon les témoins sur place), les uns munis d'armes à feu, les autres armés de machettes. L'attaque visait tout autant le nouvel Evêque de Muyinga, Jean-Berchmans Nterere, célébrant une messe de confirmation, que les fidèles, essentiellement Hutu, venus participer à la cérémonie.

L'opération avait double objectif : tirer sur l'Evêque (de l'ethnie Hutu et ancien aumônier dans les camps de réfugiés dans les années 70) et précipiter inévitablement, par la panique, les fidèles vers l'extérieur de l'Eglise où les machettes les attendaient à la sortie. L'Evêque n'a pas été atteint, mais trois personnes ont trouvé la mort dans l'église et une dizaine à l'extérieur.

Au même moment, au marché tout proche de Buhinyuza, une autre équipe de tueurs, armée de grenades, machettes et grands couteaux faisait des victimes en bien plus grand nombre : plus de 60 personnes. Désormais, l'Evêque de Muyinga se déplace sous escorte militaire - ce qui n'est pas forcément une garantie de sécurité !

Dans la matinée du 24 octobre 1993, quelque temps après la disparition du Président Ndadaye, l'évêché de Ruyigi avait fait l'objet d'une attaque d'une violence extrême menée par un groupe d'élèves Tutsi surexcités et appuyés par des éléments de l'armée.

Ces élèves ont perpétré le massacre de 70 fonctionnaires et religieux Hutu, qui avaient cherché asile dans la maison de l'Evêque, à laquelle ils ont ensuite mis le feu. L'Evêque lui-même ne dut son salut qu'à son absence du diocèse au moment de la bourrasque : il était en tournée en Europe.

Lorsqu'il rentra à Bujumbura, on mit à sa disposition un hélicoptère militaire et une escorte pour l'aider à regagner son diocèse - la route étant jugée impraticable. Aujourd'hui l'escorte lui a été retirée comme si le danger était définitivement écarté.

Pour Monseigneur Simon Ntamwana, les menaces avaient débuté bien plus tôt que l'actuelle crise et avaient pris l'aspect multiforme de tracts, d'articles injurieux dans les journaux et même de coups de téléphone anonymes. On a également orchestré contre lui les rumeurs les plus invraisemblables. Mais la dernière menace sérieuse signée c'est assurément la lettre que les parties d'opposition ont écrite au Vatican (mai 1994), "conseillant" au Saint Père de retenir à Rome cet empêcheur de tourner en rond. L'écrit propose même des affectations qui rencontreraient l'approbation du Collectif des partis d'opposition : que l'actuel Evêque de Muyinga aille gouverner le diocèse de Bubanza, pendant que celui de Bubanza irait à Bujumbura et Mgr Ntamwana (à la rigueur) regagnerait Muyinga, son diocèse d'origine.

On sait comment l'Eglise du Rwanda a été décapitée. Mort de trois Evêques Hutu : MMgrs Vincent Nsengiyumva, Archevêque de Kigali, Thaddée Nsengiyumva, Evêque de Kabgayi, Joseph Ruzindana, Evêque de Byumba, probablement parce qu'ils étaient Hutu et originaires du Nord, comme Juvénal Habyarimana). Il y a lieu de craindre que, si une conflagration ethnique "à la rwandaise" se déchaînait au Burundi (et ceci ne relève pas de la pure spéculation vu l'évolution des événements sur le terrain, qui rappelle en bien de points celle du Rwanda avant le 6 avril 94), ces trois Evêques Hutu du Burundi ne subissent le sort de leurs pairs du Rwanda.

Depuis la nuit de ce lundi 12.09.1994, les quartiers Nord de Bujumbura, dont surtout celui de Kamenge, sont cernés par les blindés de l'armée. Si l'on se rappelle les pertes en vies humaines et les dégâts matériels causés dans ces quartiers par cette même armée en mars, avril et mai derniers, il y a de quoi s'inquiéter pour les populations sur place.

Pendant ce temps, les agences de presse et les médias diffusent que les forces armées burundaises "combattent les bandes d'extrémistes Hutu". Cela sème la confusion dans l'esprit de ceux qui suivent les choses de loin du fait de la référence aux bandes de miliciens du Rwanda.

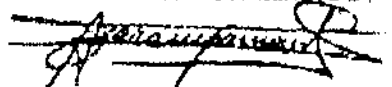
Nous attirons l'attention de la Communauté internationale et de tous ceux qui se préoccupent des droits de la personne humaine (à commencer par celui à la vie) d'intervenir le plus rapidement possible afin d'éviter un nouveau massacre de populations innocentes.

Genève, le 14 septembre 1994

SOS DÉMOCRATIE AU BURUNDI

CP 23

CH-1211 GENEVE 24



Angelo Barampuma

Président de SOS Démocratie au Burundi